Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Mali : « La guerre, c'est la politique continuée par d'autres moyens »**

Mali : « La guerre, c'est la politique continuée par d'autres moyens »

mardi 23 avril 2013, par [DUVERGER Marie-Hélène](#) (Date de rédaction antérieure : 1er avril 2013).

La fameuse formule de Carl von Clausewitz dans son ouvrage, *De la Guerre*, a rarement été prise en défaut. C'est aussi le cas au Mali, où la guerre de Hollande, par-delà ses justifications « humanitaires », ne fait que poursuivre les objectifs politiques et économiques de l'impérialisme français.

Sommaire

- [Des arguments quasi « afghans](#)
- [La France, responsable et](#)
- [Il n'y a pas d'intervention](#)
- [Une zone stratégique et \(...\)](#)
- [Les intérêts français](#)
- [Une guerre bien préparée \(...\)](#)
- [MALI : UN CALENDRIER DES \(...\)](#)

Depuis avril 2012, la population du nord du Mali subissait la terreur et la barbarie imposées par des groupes armés se revendiquant de l'Islam : femmes voilées de force, couples non mariés lapidés, mains tranchées pour les voleurs, cigarettes, alcool ou danse interdits, écoles fermées. Celle du sud du pays, déjà misérable, payait aussi au prix fort les conséquences de la partition du pays : augmentation des prix et des pénuries, avec l'afflux massif de réfugiés (environ 230 000), sans parler de la mise en place de l'état d'urgence, interdisant tout embryon de protestation sociale et politique.

C'est pour cela qu'au Mali et dans l'immigration malienne, ici en France, l'espoir est très fort de voir ces bandes djihadistes écrasées militairement et chassées définitivement du pays pour que celui-ci retrouve son intégrité et la paix. Quitte à se réjouir de l'intervention militaire française lancée depuis le 11 janvier, à s'y raccrocher comme à une bouée parce qu'au Mali tout semble avoir fait naufrage.

Des arguments quasi « afghans »

L'armée française est un peu chez elle en Afrique, entre ses nombreuses bases militaires permanentes et ses interventions répétées depuis 50 ans (Congo Zaïre, Congo Brazzaville, Tchad, Rwanda, Côte d'Ivoire, Gabon pour ne citer que les principales). Mais pour chaque guerre, il y a néanmoins besoin d'une propagande spécifique. Pour celle au Mali, du côté du gouvernement et des médias aux ordres, on tape sur deux clous : la France ne sert aucun intérêt, mais défend la paix et la démocratie et lutte contre la menace terroriste islamiste. Des arguments quasi identiques à ceux utilisés lors de l'intervention en Afghanistan. Cela devrait largement alerter toutes celles et tous

ceux qui se prennent à espérer que, cette fois, les buts de guerre affichés par la France seraient bien ceux qu'elle affiche, qu'elle va rapidement parvenir à ses fins... et repartira aussitôt sa « mission » accomplie.

Mais de quelle mission s'agit-il réellement ? Libérer les populations du nord et éradiquer le terrorisme islamiste, ou reprendre le contrôle politique et économique du pays, ce qui passe d'abord par en finir aujourd'hui avec les bandes djihadistes ? Rétablir la paix, ou laisser un nouveau champ de bataille permanent avec des soldats venus de toute l'Afrique de l'Ouest, en transformant le Mali en un pays occupé ad vitam eternam ? Restaurer l'intégrité territoriale du Mali, ou offrir à des dirigeants nationalistes touaregs une zone autonome dans la bonne vieille tradition coloniale du « diviser pour mieux régner » ? Restaurer la démocratie, ou organiser des élections bidon pour remettre en selle tel ou tel bon ami de la France ?

La France, responsable et coupable

Remettre son sort entre les mains d'une grande puissance impérialiste, qui est également l'ancienne puissance coloniale, est pour le moins risqué et ne peut que préparer pour la population malienne les plus grandes désillusions. Car comment imaginer une seule seconde que la France puisse « résoudre » une situation qu'elle a elle-même contribué à créer... et ce depuis des siècles.

La crise au Nord Mali plonge ses racines dans l'arbitraire et l'absurdité du découpage des frontières héritées de la colonisation. Les relations difficiles voire conflictuelles entre le Nord et le Sud, deux entités historiques, ethniques et culturelles largement différentes, ont été entretenues durant toute la période coloniale par la puissance dominante. La dispersion géographique des Touaregs sur cinq Etats au moment de la décolonisation, puis le jeu trouble de la France vis-à-vis des nationalistes touaregs dans toute la région depuis des décennies, sont autant de facteurs aggravants de la crise actuelle.

Le Mali est de plus un pays que le pillage colonial et néocolonial a appauvri pendant des décennies, puis que les politiques d'ajustement structurel menées par le FMI et la Banque mondiale ont conduit à une extrême misère, avec pour une des conséquences que son Etat s'est effondré sous les coups de boutoir des intérêts de la dette. Quant à la présence massive des bandes djihadistes surarmées dans le nord du pays depuis deux ans, c'est une des conséquences directe de l'intervention militaire française en Libye ! La France au Mali, c'est l'exemple même du pompier pyromane : des interventions militaires qui se succèdent les unes aux autres dans la région et dont on ne mesure les effets collatéraux qu'au fil du temps. Même si certaines conséquences sur les pays voisins sont visibles à court terme, comme l'a montré l'épisode de la prise d'otages dans le complexe gazier d'In-Amenas en Algérie, dans les jours qui ont suivi le déclenchement de l'opération Serval.

Il n'y a pas d'intervention humanitaire

Les préoccupations humanitaires sont le cadet des soucis de l'état-major français. L'intervention française est dictée par la sauvegarde des intérêts des grandes puissances impérialistes, en particulier ceux des groupes capitalistes français dans cette région du monde.

Bien sûr que l'influence gagnée par les groupes armés islamistes comme AQMI, le Mujao ou Ansar Dine dans le Sahel est un problème pour les pays impérialistes ! Mais ce n'est pas un problème d'ordre « moral » ou « religieux », c'est un problème « d'ordre » tout court. D'ordre pour les affaires des capitalistes, pour les intérêts des grandes puissances dans cette zone du monde. Il y a les

islamistes respectables : en Arabie Saoudite au Qatar, aux Emirats (où Hollande se trouvait d'ailleurs au moment du déclenchement de l'opération Serval), ceux avec lesquels ont fait des affaires et dont les régimes politiques appliquant la Charia n'entraînent jamais plus qu'une légère réprobation de circonstance. Il y a ceux qu'on utilise parfois un temps, comme Ben Laden à l'époque de la lutte contre l'occupation soviétique en Afghanistan, et il y a ceux contre lesquels il faut mener une guerre sans merci parce qu'ils ne sont pas « sous contrôle » et que leur présence devient un facteur d'instabilité (ce sont d'ailleurs souvent les mêmes que les premiers... parce qu'ils ont « échappé au contrôle » !).

Pour l'impérialisme français, il fallait sauver l'Etat malien menacé de disparition sous les assauts combinés de la révolte touarègue, de l'offensive djihadiste et de risques de putsch mené par telle ou telle faction de l'armée. En ce sens, la déclaration le 16 janvier de l'ambassadeur français à Bamako, Christian Royer, est éclairante : *« On ne pouvait pas se réveiller un jour sans savoir quelles manifestations allaient entraver la vie publique. L'activité économique était au ralenti et des gens brûlaient des pneus sur les routes. Il y en avait d'autres qui criaient des slogans contre le président ou le premier ministre. L'Etat d'urgence était nécessaire. L'heure n'est plus aux chicanes ni aux discussions vaines. L'heure est à l'unité. La nation est en danger, le pays doit s'unir contre un adversaire commun »* !

La France « gendarme local » reçoit l'appui logistique et les félicitations de l'impérialisme américain pour son intervention. Depuis 2007, en invoquant la menace du terrorisme, les Etats-Unis ont décidé d'accroître leur intervention militaire en Afrique, mettant sur pied un nouveau commandement continental (l'Africom). Celui-ci multiplie les collaborations (exercices communs, formation de cadres, etc.) avec les armées africaines, notamment au Mali, dans le cadre du « partenariat transsaharien contre le terrorisme ». En réalité, ce déploiement renforcé vise plus fondamentalement à sécuriser les approvisionnements américains en pétrole (et autres matières premières) par le Golfe de Guinée, ainsi qu'à se positionner plus fortement pour faire face à la compétition croissante de la Chine. L'intervention française au Mali a permis d'ailleurs aux Etats-Unis de renforcer leur présence militaire directe avec l'installation à Niamey, au Niger, d'une base de drones, ces avions espions et bombardiers.

Une zone stratégique et convoitée

Les capitaux étrangers s'intéressent de plus en plus à cette zone de l'Afrique qui suscite un intérêt croissant dans les domaines agricole, minier et énergétique. Au Mali, il existe depuis 2003 un Conseil présidentiel pour l'investissement (CPI) qui comprend des représentants des principaux patrons maliens et de plusieurs multinationales (Anglogold, Barclays, Coca-Cola, Lafarge notamment), en associant le FMI et la Banque mondiale à ses réunions. L'Agence malienne de promotion des investissements (API), créée en 2005, encourage les investissements étrangers. Le Mali est connu pour avoir la législation fiscale la plus attractive de l'Afrique de l'Ouest pour les investisseurs étrangers, puisqu'ils peuvent y bénéficier de 30 ans d'exonération d'impôts.

Dans le domaine foncier, l'API affirme que 2,5 millions d'hectares de terres arables sont disponibles, notamment pour produire des agro-carburants, alors que le pays n'en compte en tout que 4,7 millions, et que la surexploitation des sols conduit à leur dégradation et désertification accélérées.

Dans le domaine minier, le sous-sol malien renferme beaucoup plus de ressources que celles mises en exploitation actuellement. L'or est la principale richesse aujourd'hui exploitée du Mali, troisième producteur en Afrique. Ce sont plusieurs multinationales, anglo-saxonnes ou sud-africaines essentiellement, qui depuis la privatisation des mines s'en sont arraché les concessions, en

partenariat avec l'Etat malien (80 % pour les trusts, 20 % pour l'Etat malien). Mais pour l'un des grands gisements du pays, la mine d'or de Morila au sud-est de Bamako, sous l'égide des deux compagnies sud-africaines qui l'avaient achetée, l'exploitation elle-même en a été confiée à Bouygues.

De gros espoirs portent sur l'extraction future de pétrole dans le nord du pays, en particulier dans le bassin de Taoudéni, même si le forage, l'exploitation et le transport des hydrocarbures posent encore de gros problèmes techniques, logistiques et financiers, sans parler des questions de sécurité. De plus, le sous-sol malien renferme de l'uranium. La prospection d'uranium à Faléa, dans la région de Kayes, au sud-ouest, entraîne d'ailleurs déjà une pollution radioactive et une remontée d'eau contaminée sur une zone de terres fertiles et très peuplées. Le gisement recèlerait quatre fois la production de la mine Areva d'Arlit, au Niger, en 2012. C'est une société canadienne, Rockgate Capital Corp., qui a acquis les droits d'exploitation en 2007 (les clauses du contrat n'ont jamais été rendues publiques).

Ces richesses potentielles flairées dans le sous-sol du Mali sont à elles seules une bonne raison pour les grandes puissances capitalistes de ne surtout pas vouloir perdre la main dans le pays. Pour la France, largement évincée depuis une dizaine d'années au profit de ses concurrents anglo-saxons dans le domaine de l'exploitation du sous-sol, c'est aussi, sans aucun doute, l'occasion de revenir dans la partie.

Les intérêts français

Pour la France, il s'agit d'abord de défendre son contrôle et ses intérêts dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest (correspondant aux anciennes colonies françaises). Les intérêts économiques immédiats de la France, ou plus exactement de ses grands groupes, sont situés davantage dans les pays voisins qu'au Mali même : en Côte d'Ivoire (pilier de la zone franc CFA), en Mauritanie (pays riche en pétrole, où Total est présent depuis 2005), en Algérie (premier partenaire commercial de la France en Afrique et le troisième débouché pour ses exportations hors pas de l'OCDE) mais surtout au Niger, avec les mines d'uranium de la vallée d'Arlit, exploitées par Areva et qui fournissent à elles seules le quart de l'uranium alimentant les centrales nucléaires françaises. Une possible extension du conflit dans le Nord-Niger aurait un impact grave sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la France. C'est pour protéger ces intérêts-là, qui pourraient être menacés par une déstabilisation de la région, que Hollande et son armée se sont lancés dans la guerre du Mali, qui se au trouve au carrefour de pays importants.

Mais il ne faut pas négliger non plus les intérêts de la France au Mali lui-même, même s'ils sont moins importants que dans d'autres pays alentour et moins connus que le règne d'Areva au Niger. Le Mali est un des pays les plus pauvres d'Afrique. Il n'est que le 87^e client de la France et son 165^e fournisseur [1]. La France n'en est que le troisième fournisseur derrière le Sénégal (mais ce sont en partie des filiales de groupes français qui sont en pointe dans ce pays) et la Chine, surtout présente dans le BTP, comme partout en Afrique.

Il y a aujourd'hui au Mali environ 125 entreprises françaises employant en tout 4 000 personnes, essentiellement concentrées à Bamako. La plupart sont des petites ou moyennes entreprises, mais des grands groupes sont également présents : Bouygues et Eiffage dans le BTP, Delmas dans la manutention, Air France et sa filiale Servair sur l'aéroport de Bamako, Air liquide dans la chimie, les laboratoires Mérieux. France Telecom est l'actionnaire principal d'Orange Mali, l'une des deux compagnies téléphoniques. L'autre, la Sotelma, ex-compagnie nationale privatisée lors de la grande vague de privatisation imposée par le FMI à la fin des années 1980, est possédée par la société

marocaine MarocTelecom... dont Vivendi détient 51 % des actions.

Dans le secteur bancaire la BNP et le Crédit coopératif du groupe Natixis sont très présents. Surtout, la France reste aux commandes des finances du pays puisque c'est elle qui décide du sort et du cours de la monnaie commune à toutes les anciennes colonies de la région, le Franc CFA.

Une guerre bien préparée à l'avance

Il faut en finir avec le mythe d'une intervention en extrême urgence parce que Bamako risquait de tomber aux mains des djihadistes. Par contre, c'est bien parce que le scénario longuement mûri par la France risquait de tourner au fiasco que l'armée française est finalement intervenue directement le 11 janvier.

Il faut rappeler que c'est depuis le début de l'été dernier que le gouvernement français a commencé à mettre sur pied une intervention militaire : présentation dès juillet d'une résolution à l'ONU pour autoriser l'intervention, déploiement des hommes du COS [2] (Commandement des opérations spéciales) au Burkina Faso et en Mauritanie depuis août, visite aux divers chefs d'Etat africains, déclaration le 4 août du ministre de la Défense, Le Drian, affirmant qu'une intervention militaire africaine était « *souhaitable et inéluctable* » et que « *la France la soutiendra* ».

La résolution 2085 de l'ONU en décembre 2012 entérinait une opération de la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest) avec l'envoi de 3 000 soldats (la MISMA) auxquels la France ne devait cependant offrir qu'un appui logistique. En même temps, des renforts militaires français étaient acheminés sur les bases militaires françaises des pays limitrophes. Et lors de son voyage en Algérie en décembre, Hollande a sans aucun doute discuté des conditions du soutien algérien puisque le 13 janvier, Fabius, ministre des affaires étrangères, annonçait que l'espace aérien algérien serait ouvert aux avions de chasse français.

Dans le rapport de prospective géopolitique et géostratégique élaboré par le ministère de la Défense en avril 2012, nommé « Horizons stratégiques » [3], on peut lire que « *l'Afrique restera une zone de convoitises et de confrontations potentielles et une zone d'intérêt stratégique prioritaire pour la France. Le creusement des inégalités et l'instrumentalisation identitaire, en particulier dans des États fragiles, pourraient favoriser le développement de l'islamisme radical et de la menace terroriste (Sahel, Corne), dont la France constituera une cible particulière* » et que « *la multiplication et l'extension des « zones grises », concentrant groupes criminels organisés (trafiquants, terroristes) et groupes rebelles, pourraient nécessiter des interventions occidentales auxquelles des pays européens, et la France en particulier, pourraient être amenés à participer.* »

Au lieu d'attendre encore quelques mois, le temps de préparer ses supplétifs africains pour la sale besogne, elle a dû intervenir directement. En effet, la prise de Konna par les groupes armés islamistes d'Ansar Dine, puis l'avancée vers le sud du pays de quelques centaines de pickups chargés de combattants répartis sur un front de 200 km et se préparant à prendre la ville de Sévaré (disposant d'un aéroport), ont déclenché l'appel au secours lancé à la France du président malien par intérim Diocounda Traoré [4]. Il semble en effet que celui-ci était menacé à Bamako par un nouveau coup d'Etat du capitaine Sanogo, nettement moins fiable aux yeux de l'ancienne puissance coloniale, dont des représentants susurrent (sans qu'il soit possible de les croire sur parole) qu'il aurait bien pu s'entendre avec les djihadistes pour un partage du pays. Dans tous les cas, le scénario français d'intervention « light » était mis à bas et il fallait agir dans l'urgence.

C'est notamment, aussi, par manque de confiance dans l'armée malienne que la France la tient à l'écart des combats dans le nord du pays. Elle préfère envoyer en première ligne les soldats

tchadiens dans les massifs des Ifoghas dans la phase actuelle de la guerre... comme au bon vieux temps « des tirailleurs » ! La vie des populations africaines ne pèse jamais bien lourd pour les dirigeants des grandes puissances, qu'elles soient utilisées comme main-d'œuvre à bas prix ou comme chair à canon.

Marie-Hélène Duverger

MALI : UN CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

Début des années 2000. Divers groupes armés islamistes, pratiquant différents trafics dont les prises d'otages, s'installent au nord du Mali : parmi eux, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC algérien), devenu AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) en 2007.

Mars 2011. L'intervention militaire française en Libye sous les couleurs de l'OTAN entraîne la chute de Kadhafi, mais aussi le retour au Mali, avec leurs véhicules et leurs armes, de milliers de mercenaires et de militaires touaregs maliens qui étaient intégrés dans l'armée libyenne (ils passent sans encombre par l'Algérie ou le Niger).

Fin 2011. Création du MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad), indépendantiste touareg, qui réclame l'indépendance de tout le territoire peuplé par les Touarègues (s'étendant sur cinq pays : Mali, Algérie, Libye, Niger et Burkina Faso).

17 Janvier 2012. Première attaque par le MNLA du camp militaire de Menaka au nord du pays. Très rapidement, les attaques du MNLA se font conjointement avec Ansar Dine, un groupe salafiste armé créé en décembre 2011 et dirigé par un ancien leader de la révolte touarègue de 1990.

26 janvier 2012. Visite d'Alain Juppé, ministre des affaires étrangères de l'époque à Bamako, durant laquelle il appelle au dialogue avec le MNLA. Les diplomates du Quai d'Orsay jouent l'option MNLA pour tenter de contrecarrer l'influence islamiste.

22 Mars 2012. Coup d'Etat militaire à Bamako, mené par le capitaine Sanogo à la tête de bataillons de bérets verts et renversement du président malien Amadou Toumani Touré dit « ATT ». Les putschistes reprochent à ATT son incapacité à mettre fin à la rébellion au nord.

30 mars 2012. Dans le nord, profitant de la crise à Bamako, le MNLA, désormais ouvertement allié aux groupes armés islamistes d'Ansar Dine et du Mujao, s'empare de la ville de Kidal.

Début avril 2012. Quelques jours après, ils contrôlent Tombouctou puis Gao. Mais le MNLA se fait vite doubler et quasiment évincer, au cours des mois de mai-juin, du contrôle des villes par les groupes armés islamistes.

12 avril 2012. Le gouvernement français, s'appuyant sur les gouvernements des pays africains voisins, fait pression sur le capitaine Sanogo pour qu'il accepte de se retirer et laisser la place à un gouvernement provisoire. Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale, devient président par intérim et doit en principe organiser des élections dans les 40 jours.

5 juillet 2012. Première résolution de l'ONU sur le Mali, réaffirmant notamment « l'intégrité

territoriale du pays ».

12 octobre 2012. Deuxième résolution de l'ONU sur le Mali, appelant les groupes armés au Nord-Mali « *à se dissocier des mouvements terroristes* ».

20 décembre 2012. Troisième résolution de l'ONU « *autorisant le déploiement d'une force internationale sous conduite africaine (MISMA) pour assister les forces maliennes dans la restauration de la sécurité de leur État* ». La force africaine doit être formée, ce qui programme l'intervention à septembre 2013.

10 janvier 2013. Environ 1 200 combattants islamistes s'emparent de Konna (à 640 km de Bamako), menaçant de continuer leur offensive vers le sud. Le président Traoré sollicite l'aide militaire de la France. L'ONU demande un « *déploiement rapide* » de la force internationale devant la « *grave détérioration de la situation* ».

11 janvier 2013. Début de l'opération « Serval » (intervention de l'armée française au Mali). 4 000 soldats français seront déployés dans les semaines suivantes. Arrivée quelques jours plus tard des détachements tchadiens dans les zones de combat.

20 janvier 2013. Le MNLA offre ses services à la France et à la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) pour aider à la reconquête du Nord Mali... Offre acceptée !

Fin janvier 2013. Les grandes villes du nord, Gao, Tombouctou, Kidal sont reprises par l'armée française. A Kidal, l'armée malienne est déclarée « *persona non grata* » par le MNLA.

2 février 2013. Voyage de Hollande à Bamako. Il déclare, entre autres : « *Je viens de vivre la journée la plus importante de ma vie politique* » et « *Il n'y a aucun risque d'enlèvement au Mali* ».

Fin février-début mars 2013. Début des combats dans le massif des Ifhogas où sont réfugiés les combattants djihadistes.

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 42 (avril 2013).

Notes

[1] Chiffres du ministère des affaires étrangères.

[2] Le Commandement des opérations spéciales (COS), placé sous les ordres du chef d'état-major des armées (CEMA) et sous l'autorité directe du président de la République française, rassemble l'ensemble des forces spéciales des différentes armées françaises.

[3] <http://www.defense.gouv.fr/das/reflexion-strategique/prospective-de-defense/articles-prospectives/horizons-strategiques>

[4] Porté au pouvoir sous couvert de l'Union africaine et des Etats de l'Afrique de l'ouest, et

choisi par la France.